



PETITE

entreprise

VOL. 3, n° 3, décembre 2001

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

- En décembre 2000, le nombre d'entreprises commerciales au Canada s'établissait à 2 024 508, en baisse d'environ 1,6 % par rapport aux 2 056 948 établissements enregistrés en juin de la même année.
- Le pays comptait 2,31 millions de travailleurs indépendants au troisième trimestre de 2001, soit une baisse de 3,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2000.
- On a enregistré 2 726 faillites au deuxième trimestre de 2001, ce qui représente une hausse de 9,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2000. Le passif lié aux faillites a également connu une tendance à la hausse pour atteindre 1,92 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2001, ce qui représente une augmentation de 92,9 % par rapport au trimestre correspondant de 2000.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont totalisé 100,2 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2001, contre 102,2 milliards au trimestre précédent.
- Dans le marché du capital de risque, 2,5 milliards de dollars ont été investis en 521 cycles de financement au premier semestre de 2001, comparativement à 2,4 milliards en 680 cycles au semestre correspondant de 2000.

À PARAÎTRE SOUS PEU : DE NOUVELLES DONNÉES SUR L'EMPLOI RÉMUNÉRÉ DANS LE SECTEUR CANADIEN DE LA PETITE ENTREPRISE

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, réalisée tous les mois par Statistique Canada, vise à établir des estimations mensuelles de l'emploi rémunéré, des heures rémunérées et des gains, détaillées par industrie, pour l'ensemble du Canada ainsi que pour chaque province et territoire. Publiées pour la première fois en avril 1983, qui constitue le mois de référence, les données de cette enquête reposaient alors sur un échantillon mensuel de 70 000 établissements. Ces dernières années, on a remanié considérablement ce programme d'enquête pour améliorer la qualité des données et réduire les coûts de collecte de l'information.

Au cours d'un remaniement en trois étapes, soit en mars 1994, en mai 1996 et en mai 1998, les données administratives ont graduellement remplacé les questionnaires d'enquête. Aux données administratives utilisées pour obtenir les données sur l'emploi et la rémunération mensuelle se sont ajoutées les données

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Entreprises commerciales	3
Travail indépendant	4
Faillites commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Prêts aux entreprises	6
Financement par capitaux propres	6
Faits nouveaux	7



(suite de la page 1)

issues de l'*Enquête sur la rémunération auprès des entreprises*. Ceci a permis de ramener à 10 000 entreprises la taille de l'échantillon de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, qui est ainsi identique à celui de l'*Enquête sur la rémunération auprès des entreprises**.

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, publié depuis 1996, a présenté des données trimestrielles provenant de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*. Ces données étaient ventilées en trois catégories déterminées d'après l'effectif, en plus d'être présentées au niveau des entreprises, selon une totalisation spéciale pour Industrie Canada. En janvier 2001, l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* est passée de la Classification type des industries (CTI) au nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les données de l'*Enquête* selon la taille des entreprises n'étaient pas disponibles au cours de la transition.

Lorsqu'on aura de nouveau accès aux données selon la taille des entreprises, la répartition selon l'effectif comportera sept catégories :

0-4* 5-19 20-49 50-99 100-299 300-499 500 +

*Les entreprises ne comptant aucun employé sont exclues de l'*Enquête*.

Le tableau 1 montre la classification des industries utilisée pour la répartition des données. Certaines données peuvent être supprimées en raison des restrictions visant à assurer la confidentialité. On présentera les données d'enquête révisées pour les quatre trimestres de 2000 et on établira des estimations courantes sur une base trimestrielle.

Les données devraient être publiées d'ici la fin de l'année en format PDF sous le titre *Emploi, gains et durée du travail* (numéro de catalogue 72-002-XIB de Statistique Canada).

* Le secteur de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, et des services des ménages privés, des organismes religieux et des services militaires continuent d'être exclus de l'*Enquête*.

Tableau 1 : Classification des industries (SCIAN)

11	Foresterie
21	Extraction minière, de pétrole et de gaz
22	Services publics
23	Construction
31-33	Fabrication
41	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48-49	Transport et entreposage
51	Industrie de l'information et industrie culturelle
52	Finance et assurances
53	Services immobiliers, location et location à bail
54	Services professionnels, scientifiques et techniques
55	Gestion de sociétés et d'entreprises
56	Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement
61	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Hébergement et services de restauration
81	Autres services (sauf les administrations publiques)
91	Administrations publiques

ENTREPRISES *commerciales*

Selon le Registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales* au Canada s'établissait à 2 024 508 en décembre 2000, soit une baisse d'environ 1,6 % comparativement aux 2 056 948 établissements enregistrés en juin de la même année. Le nombre d'entreprises dans la catégorie « indéterminé » (entreprises ne comptant aucun employé) a reculé de 3,9 % au cours du deuxième semestre de 2000, tandis que le nombre d'entreprises comptant des employés a augmenté de 0,7 %.

Le tableau 2 ventile les entreprises commerciales du Canada selon la taille et l'industrie. Environ le tiers des entreprises exercent leurs activités dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, celui de la construction ou celui du commerce de détail, soit les secteurs qui comptent le plus d'employés. On trouve les plus grandes concentrations d'entreprises sans employés dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, qui domine cette fois encore, ainsi que dans le secteur de la foresterie, celui de la construction et celui des services immobiliers, de la location et de la location à bail.

Alors que près de 95 % des entreprises commerciales canadiennes comptant des employés en ont moins de 50, on observe la plus forte concentration de très petites entreprises (de 1 à 4 employés) dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, celui de la construction, celui des autres services et celui de la foresterie. L'industrie du commerce de détail est fortement représentée dans toutes les tranches d'effectif jusqu'à concurrence de 200 employés. Dans les tranches dépassant 50 employés, les entreprises de fabrication occupent une place de plus en plus importante.

* Les entreprises commerciales sont des établissements qui comptent au moins un employé et dont le chiffre d'affaires annuel est d'au moins 30 000 \$, ou des établissements qui sont constitués en personne morale et ont produit une déclaration fédérale de revenu des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années.

Tableau 2 : Entreprises commerciales selon le nombre d'employés et l'industrie, décembre 2000

Industrie	Entreprises comptant des employés										
	Total	Indéterminé*	Total partiel	Nombre d'employés							
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Foresterie	190 252	125 950	64 302	50 576	7 061	3 858	2 027	524	192	58	6
Extraction minière, de pétrole et de gaz	14 047	6 265	7 782	4 592	996	853	689	314	168	120	50
Services publics	1 978	625	1 353	549	270	174	168	69	46	45	32
Construction	218 746	110 146	108 600	70 875	16 681	10 621	7 047	2 195	859	268	54
Fabrication	100 617	33 439	67 178	29 269	10 071	8 733	9 165	4 870	3 016	1 580	474
Commerce de gros	115 663	49 055	66 608	32 628	12 615	9 989	7 578	2 471	978	288	61
Commerce de détail	205 529	74 280	131 249	61 908	30 189	20 508	11 750	4 212	1 936	604	140
Transport et entreposage	96 626	50 254	46 372	31 541	5 703	3 941	3 103	1 172	542	236	134
Industrie de l'information et industrie culturelle	26 013	11 895	14 118	6 975	2 192	1 865	1 759	733	355	165	74
Finance et assurances	103 273	68 193	35 080	17 793	5 835	4 635	4 795	1 122	507	244	149
Services immobiliers, location et location à bail	150 408	110 827	39 581	25 691	6 039	3 860	2 661	873	307	116	34
Services professionnels, scientifiques et techniques	237 128	129 604	107 524	74 501	14 594	9 145	6 113	1 895	862	310	104
Gestion de sociétés et d'entreprises	68 526	51 342	17 184	9 816	2 825	1 953	1 582	637	283	58	30
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	88 107	43 000	45 107	26 927	7 356	4 862	3 578	1 270	667	340	107
Services d'enseignement	16 579	5 697	10 882	5 783	1 638	1 190	959	397	250	228	437
Soins de santé et assistance sociale	88 114	8 966	79 148	46 101	14 981	9 096	4 790	1 791	1 208	771	410
Arts, spectacles et loisirs	34 724	16 919	17 805	9 981	2 975	2 179	1 635	582	263	132	58
Hébergement et services de restauration	106 128	29 585	76 543	29 408	14 947	14 056	12 165	4 370	1 199	341	57
Autres services (sauf les administrations publiques)	154 231	56 204	98 027	67 203	16 451	8 708	4 063	1 005	400	155	42
Administrations publiques	7 819	58	7 761	2 328	1 721	1 041	1 028	577	429	337	300
Toutes les industries	2 024 508	982 304	1 042 204	604 445	175 140	121 267	86 655	31 079	14 467	6 396	2 753

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, décembre 2000.

*La catégorie « indéterminé » comprend les entreprises, constituées en société ou non, qui ne comptent aucun employé.

TRAVAIL *indépendant*

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le pays comptait 2,31 millions de travailleurs indépendants au troisième trimestre de 2001, soit une baisse de 3,3 % par rapport aux 2,39 millions enregistrés au trimestre correspondant de 2000.

L'*Enquête sur la population active* distingue cinq catégories de travailleurs indépendants : constitués en société avec aide rémunérée, non constitués en société avec aide rémunérée, constitués en société sans aide rémunérée, non constitués en société sans aide rémunérée et non rémunérés en entreprise familiale. Le tableau 3, qui présente certaines statistiques pour chacune des catégories, montre que la progression du travail indépendant entre 1995 et 2000 est en grande partie attribuable aux travailleurs indépendants qui n'ont aucun employé. Pendant cette période, le nombre de travailleurs sans aide rémunérée, constitués en société ou non, a augmenté de 27 %, tandis que le nombre de travailleurs indépendants avec aide rémunérée s'est accru d'à peine 1 %. En revanche, le nombre de travailleurs non rémunérés en entreprise familiale a diminué de 25 %. Le nombre global de travailleurs

indépendants a progressé de 15 % au cours des cinq années visées.

En ce qui a trait aux changements observés selon l'industrie, la plupart des augmentations touchent les industries des services*, mais le nombre de travailleurs indépendants du secteur de la construction a également beaucoup progressé, plus précisément de 19 %. La hausse la plus marquée au chapitre du travail indépendant a été observée dans le secteur de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien, qui a progressé de 56 %. On a observé d'autres augmentations importantes dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (47 %) et celui des services d'enseignement (34 %).

* Selon la définition retenue par Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les industries de l'agriculture; de la foresterie, de la pêche, de l'extraction minière, de pétrole et de gaz; de la construction; et de la fabrication. Les autres industries forment le secteur des services.

Tableau 3 : Nombre de travailleurs indépendants au Canada selon la catégorie de travailleurs et l'industrie, 1995 et 2000, en milliers

Industrie	Total		Avec aide rémunérée				Sans aide rémunérée				Non rémunérés en entreprise familiale	
			Constitués en société		Non constitués en société		Constitués en société		Non constitués en société			
	1995	2000	1995	2000	1995	2000	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Agriculture	288,4	249,0	26,2	26,7	45,5	28,4	13,8	24,3	173,7	147,8	29,3	21,8
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	48,6	48,7	12,9	11,9	13,0	8,2	3,2	6,3	18,4	21,5	0,0	0,0
Construction	232,9	277,3	69,4	66,2	38,8	34,5	23,1	38,1	97,8	135,2	3,8	3,2
Fabrication	99,1	92,7	50,3	48,6	13,9	10,7	7,8	7,3	25,0	24,7	2,2	0,0
Commerce de détail et de gros	328,4	317,3	123,3	121,7	46,9	42,7	31,5	40,7	118,0	107,8	8,7	4,4
Transport et entreposage	95,7	141,7	18,7	25,3	13,1	12,4	9,6	23,8	53,2	79,1	0,0	0,0
Finance, assurances, immobilier et location	111,6	130,9	28,4	27,1	10,2	11,0	12,1	21,6	60,0	70,0	0,0	0,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	221,5	326,7	50,8	63,9	36,1	36,9	30,0	69,9	103,2	154,6	1,5	0,0
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	103,0	160,4	22,8	21,9	12,9	19,0	7,3	15,6	58,0	101,9	1,9	2,0
Services d'enseignement	33,9	45,4	3,3	4,2	2,9	1,8	2,6	2,9	25,0	36,2	0,0	0,0
Soins de santé et assistance sociale	184,9	199,6	22,5	27,4	35,3	43,5	6,7	7,0	119,7	121,1	0,0	0,0
Information, culture et loisirs	76,8	96,0	12,4	13,2	4,9	4,9	6,0	13,1	53,1	64,6	0,0	0,0
Hébergement et services de restauration	80,4	98,0	39,8	44,7	21,7	26,3	2,9	5,6	12,7	18,5	3,4	2,9
Autres services (sauf les administrations publiques)	190,2	237,6	29,4	31,9	23,9	24,6	13,5	20,8	120,8	157,8	2,6	2,5
Administrations publiques	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Toutes les industries	2 097,8	2 421,4	510,5	534,9	319,3	305,1	170,5	297,0	1 039,6	1 241,1	57,9	43,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Nota : Suite à une *enquête sur la population active*, Statistique Canada supprime des données lorsque la valeur d'une estimation est inférieure au critère de diffusion. C'est pourquoi les données se rapportant à l'ensemble des industries ne correspondent pas nécessairement au total national.

Données en date du 2 novembre 2001

FAILLITES commerciales

On a enregistré 2 726 faillites commerciales au Canada au deuxième trimestre de 2001, soit un léger recul par rapport aux 2 788 faillites du trimestre précédent (voir la figure 1) mais une augmentation de 9,1 % comparativement au deuxième trimestre de 2000. Il s'agit du quatrième trimestre de suite donnant lieu à un accroissement sur douze mois, ce qui semble indiquer une tendance à la hausse dans le nombre de faillites après quatre années de baisse.

Malgré la diminution du nombre de faillites commerciales, le passif lié aux faillites s'établissait à 1,92 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2001, ce qui représente une augmentation de 70,5 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de 2000 est encore plus marquée, soit 92,9 %. Le passif était relativement stable à la fin des années 90, mais il a été volatil au cours des quatre derniers trimestres et, d'une année sur l'autre, il affiche une hausse pour les six derniers trimestres.

Économie canadienne. L'économie a progressé de 0,4 % (taux annuel) au deuxième trimestre de 2001, ce qui représente un ralentissement marqué par rapport à la croissance de 2,0 % enregistrée au trimestre précédent. Il s'agit de la progression la plus faible en près de six ans. La demande intérieure a fléchi, la croissance des dépenses de consommation et dans le secteur de l'habitation étant nettement plus lente, et les exportations ont chuté pour le troisième trimestre de suite. Cependant, l'investissement des entreprises en biens d'équipement a amorcé une remontée et les dépenses dans les secteurs de l'automobile et des logiciels ont augmenté.

Perspectives. Les perspectives économiques se sont détériorées. On observe des signes évidents de ralentissement de l'activité et de dégradation des perspectives pour l'économie américaine, en particulier depuis les événements du 11 septembre. Selon les prévisions établies par le secteur privé en octobre 2001, la croissance sera de 1,4 % en 2001 et de 1,7 % en 2002.

Enquête sur la situation des entreprises

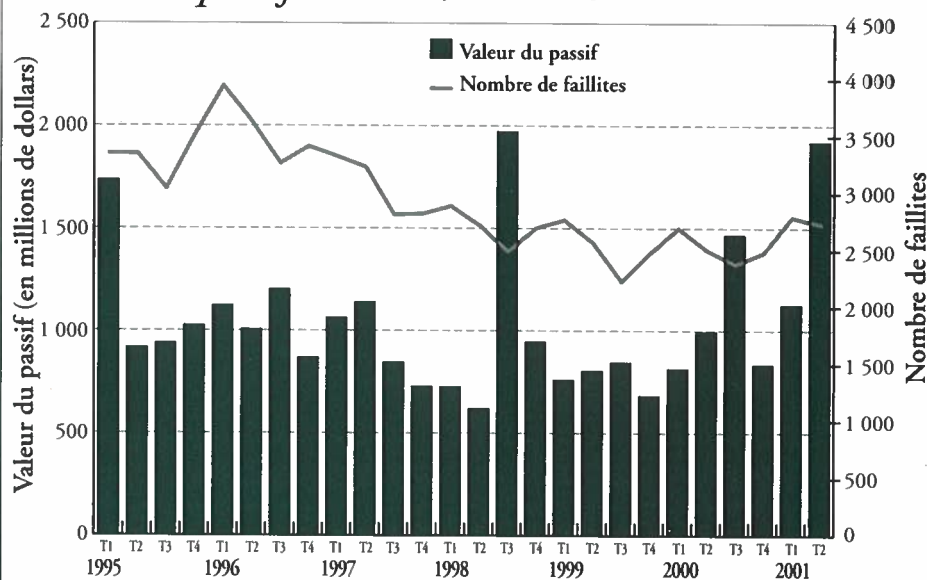
(octobre). D'après l'Enquête, les fabricants craignent de plus en plus un ralentissement de la production et une dégradation des perspectives d'emploi pour le quatrième trimestre. Dans l'ensemble, environ 33 % des fabricants prévoient de réduire leur production au cours des mois à venir, comparativement à 28 % en juillet. Les producteurs de matériel de transport et de

métaux de première fusion étaient proportionnellement plus nombreux à s'attendre à une diminution de la production. L'insatisfaction suscitée par l'état actuel des carnets de commandes a atteint le niveau le plus élevé depuis mars 1991, mais la plupart des répondants se sont déclarés satisfaits des stocks de produits finis. Nombre de répondants ont indiqué qu'il était difficile d'évaluer les perspectives pour le quatrième trimestre en raison de l'incertitude attribuable aux attentats terroristes perpétrés le 11 septembre aux États-Unis.

Taux de chômage. Le taux de chômage a grimpé à 7,3 % en octobre, en grande partie en raison d'une augmentation de la taille de la population active. La situation de l'emploi n'a guère changé au cours du mois et on continue d'afficher une baisse de 13 000 emplois depuis mai.

Inflation. Le taux d'inflation s'établissait à 2,6 % en septembre, en baisse comparativement au taux de 2,8 % enregistré au août, sous l'effet de la moins forte augmentation des prix de l'énergie sur douze mois. La hausse du prix des aliments a fait grimper le taux d'inflation, générant à elle seule près du tiers de l'accroissement. Le taux d'inflation de base mesuré selon l'IPC sur douze mois (qui exclut l'alimentation

Figure 1 : Faillites commerciales et passif connexe, de 1995 à 2001



Source : Bureau du surintendant des faillites, Industrie Canada.

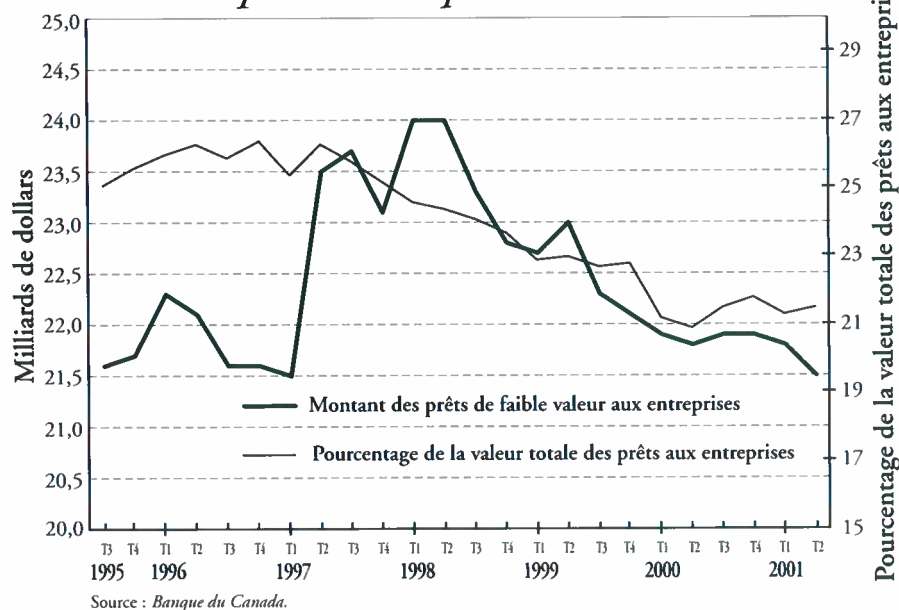
(suite à la page 7)

PRÊTS *aux entreprises*

La tendance à la baisse du montant des prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis par les banques à charte s'est poursuivie au deuxième trimestre de 2001. Les prêts de faible valeur accordés aux entreprises ont totalisé 21,5 milliards de dollars, soit un recul de 0,3 milliard ou de 1 % par rapport au trimestre correspondant de 2000. Comme le montre la figure 2, malgré la diminution du montant des prêts de faible valeur, la proportion de ces prêts a augmenté légèrement (hausse de 2 %) en raison d'une diminution de l'ensemble des prêts consentis par les banques à charte, qui totalisait 100,2 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2001, comparativement à 102,2 milliard au trimestre précédent.

Malgré les efforts déployés par la Banque du Canada pour stimuler la confiance en réduisant les taux d'intérêt de 300 points de base depuis le début de l'année, tout indique que la stagnation observée au chapitre de l'ensemble des prêts consentis par les

*Figure 2 : Prêts de faible valeur
(moins de 500 000 \$ consentis aux entreprises
par les banques à charte)*



banques à charte devrait persister pendant le reste de l'année en raison de la faiblesse généralisée de l'économie.

FINANCEMENT *par capitaux propres*

Le marché du capital de risque est demeuré vigoureux pendant le premier semestre de 2001. Au cours de cette période, 2,5 milliards de dollars ont été investis en 521 cycles de financement (tableau 4) comparativement à 2,4 milliards en 680 cycles au semestre correspondant de 2000. Aux États-Unis, on observe un repli de 58 % au chapitre des investissements, qui se sont établis à 22,8 milliards de dollars américains au cours du premier semestre de 2001, comparativement à 53,7 milliards au semestre correspondant de 2000.

Tableau 4 : Répartition régionale de l'investissement en capital de risque et pourcentage du montant investi par l'industrie, premier semestre de 2001

	Nombre de cycles de financement	Montant investi (en millions de dollars)	Pourcentage du montant investi par l'industrie
Colombie-Britannique	52	255	10
Prairies	59	93	4
Ontario	153	1 200	49
Québec	188	504	20
Atlantique	15	38	1
Entreprises étrangères	54	375	15
Total	521	1 266	

Source : Macdonald & Associates Limited, Analysis of VC Activity, First Half, 2001.

(suite à la page 7)

(suite de la page 6)

L'Ontario a continué de bénéficier de la plus grande partie des investissements pendant le premier semestre de 2001. Le tableau 4 montre la répartition régionale de l'investissement en capital de risque (selon le nombre d'investissements et le montant investi) ainsi que le pourcentage du montant investi par l'industrie. Des investissements de 1,2 milliard de dollars ont été réalisés en Ontario, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Cinquante-trois pour cent de ces investissements sont allés aux entreprises de la région d'Ottawa. Les investissements destinés aux entreprises établies au Québec sont demeurés stables par rapport à l'an dernier, à hauteur de 504 millions. Les entreprises de Colombie-Britannique ont reçu pour leur part des investissements de 255 millions, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. La part des entreprises des provinces de l'Atlantique a également augmenté : elles ont attiré des investissements de 38 millions, en hausse de 41 %. En revanche, avec des investissements de 93 millions, les entreprises des provinces des Prairies (Alberta, Manitoba et Saskatchewan) enregistrent une baisse comparativement aux 132 millions enregistrés au premier semestre de 2000, le recul se faisant particulièrement sentir en Alberta.

FAITS nouveaux

Trousse d'information sur le commerce électronique pour les PME

Dans le numéro de septembre 2001, le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* annonçait que la Table ronde sur les possibilités des affaires électroniques canadiennes créerait, en partenariat avec la Chambre de commerce du Canada, une Trousse d'information sur le commerce électronique pour les PME. Cette trousse met à la disposition des petites et moyennes entreprises l'information et le savoir-faire nécessaires pour se lancer dans le commerce inter-entreprises. On peut la trouver dans le portail *ebiz.facile* d'Industrie Canada, consacré aux affaires électroniques (http://strategis.ic.gc.ca/sc_indps/ebiz/frndoc/homepage.php).

La Trousse d'information sur le commerce électronique pour les PME a été lancée dans le cadre de la Semaine de la PME, qui a eu lieu du 21 au 27 octobre 2001.

(suite à la page 8)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 2 novembre 2001

(suite de la page 5)

et l'énergie, dont les prix sont volatils) s'établissait à 2,3 % en septembre, dans la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada.

Taux d'escompte. La Banque du Canada a réduit son taux d'escompte de 75 points de base le 23 octobre. Elle a par ailleurs diminué les taux d'intérêt de plus de 3 points de pourcentage depuis janvier 2001.

Dollar canadien. Le huard a perdu du terrain au cours des derniers mois et ne valait plus que 0,6266 cents américains le 1^{er} novembre, soit le niveau le plus bas jamais enregistré.

Exportations de marchandises. Au deuxième trimestre, les exportations de marchandises ont chuté de 3,1 % (taux annuel) en chiffres absolus. La hausse des exportations de produits automobiles, attribuable à la demande accrue sur le marché américain, n'a pas suffi à compenser le recul de la demande de matériel de télécommunication, de gaz naturel et d'électricité. Après avoir baissé au premier trimestre, les importations ont progressé de 2,1 % sous l'effet du raffermissement de la demande de véhicules automobiles. Par conséquent, le Canada a dégagé un excédent commercial *réel* de 9,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, en baisse par rapport au premier trimestre mais supérieur à tous les autres trimestres antérieurs.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a ralenti au deuxième trimestre, car les dépenses au titre de la construction résidentielle ont progressé d'à peine 0,4 % et la construction de logements neufs a diminué. Les mises en chantier ont été très volatiles ces derniers mois : après une augmentation marquée en juin, elles ont baissé en juillet et connu un regain de croissance vigoureuse en août. Malgré le ralentissement de l'économie nord-américaine, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que la construction résidentielle bénéficiera des taux hypothécaires favorables, de l'excellente situation de l'emploi et de l'accroissement des revenus au cours des deux dernières années ainsi que des réductions d'impôt et de la migration croissante.

Ventes au détail. Les ventes au détail ont progressé de 0,3 % en août pour atteindre 24,3 milliards de dollars, stimulées par la hausse des ventes dans les secteurs de l'automobile et du vêtement. L'activité de la vente au détail stagne depuis avril, faisant ainsi écho à l'incertitude économique. Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre, ce qui représente un recul par rapport à la croissance de 3,4 % enregistrée au trimestre précédent. Le temps doux s'est traduit par des dépenses moins élevées au titre du gaz naturel et des autres combustibles, et les dépenses n'ont guère changé pour un large éventail de biens et services.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont chuté de 6,4 % (taux annuel) au deuxième trimestre. La baisse globale de leurs bénéfices est en grande partie attribuable à la faiblesse soutenue des industries de la fabrication axées sur les exportations et aux prix de l'énergie peu élevés.

(suite de la page 7)

Les marchés canadiens des fonds propres

La Direction générale de la politique de la petite entreprise a commandé trois études spécialisées sur les marchés canadiens des actions faisant appel à l'investissement traditionnel ou providentiel. Ces études portant sur les marchés de l'investissement providentiel, le capital de risque et le placement initial de titres ont été menées dans le cadre de l'Initiative de données sur le financement des PME. Elles aideront à tracer un portrait complet des marchés canadiens des fonds propres.

Le cabinet Equinox Management Consultants a produit deux études, soit *Habitudes et profils de placement des investisseurs individuels* et *Valeur ajoutée par les investisseurs individuels*. La troisième, intitulée *Questions relatives au financement par capital-risque, par placement initial de titres (PIT) et par placements subséquents de titres (post-PIT) des petites et moyennes entreprises canadiennes*, a été réalisée par E. Wayne Clendenning & Associates.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces études, veuillez envoyer un courriel à l'adresse (prg-sbpb@ic.gc.ca).

Tendances dans le secteur de la petite entreprise

La CIBC a publié *Trends in Small Business as of October 2001*, le dernier document de la série d'études sur les tendances menées par Benjamin Tal, économiste en chef à la CIBC. L'étude examine certaines questions qui touchent les petites entreprises dans l'économie d'aujourd'hui.

M. Tal signale notamment que le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'est stabilisé après une baisse de plus de 200 000 travailleurs entre janvier 2000 et mai 2001. Il explique que l'on observe généralement ce type de recul vers la fin d'une période de reprise économique au cours de laquelle des gens qui avaient été obligés de se tourner vers le travail indépendant après s'être retrouvés au chômage ont pu trouver un emploi rémunéré plus approprié. Selon les prévisions de M. Tal, à mesure que le ralentissement économique se poursuivra, cette tendance s'inversera d'elle-même et le travail indépendant progressera au cours des mois à venir.

On trouvera la version intégrale de l'étude dans le site Web de la CIBC (www.cibc.com/english/business_services/economics/21_ANALYSIS/index.html).

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (Copyright.Droitsdauteur@pwc-tps.gc.ca).

ISSN 1205-9099
53454B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

